

L'avenir de l'altermondialisme : l'enquête se poursuit

Le processus lancé par le réseau Intercoll à la fin de 2015 se poursuit. Des questionnaires ont été envoyés à environ 80 personnes et à date, il y a eu une vingtaine de réponses. Vous lirez plus bas quelques extraits de ces réponses qui seront éventuellement compilées et traduites, pour les rendre disponibles à une conférence internationale qui sera convoquée en mai par le Forum social maghrébin. En attendant, à Paris, Céline Meresse, Erika Campelo, Sophie Gergaudet et Mathilde Bouchacourt, qui travaillent avec le réseau IPAM, sont en train de reconstruire le site Internet. D'ici la fin du mois, le site sera accessible avec tous les textes et toutes les réflexions que nous aurons colligées.

Pierre Beaudet

Le FSM de Montréal se met en place

Sur le site du FSM 2016, on peut s'inscrire au Forum et également enregistrer des propositions d'ateliers. Plusieurs comités s'activent également à définir les grandes thématiques qui seront abordées, notamment l'économie sociale, l'éducation, la solidarité internationale, le féminisme, l'émancipation, etc. Plusieurs informations se trouvent ici : <https://fsm2016.org/>.

15 ans plus tard

Le Forum social mondial est nécessairement ouvert aux propositions offertes par ses participants, dans le cadre d'activités autogérées, desquelles émergent, du bas vers le haut, les thèmes et les préoccupations de ses participants. Le même principe est appliqué aux Forums locaux, nationaux ou régionaux, quelle que soit leur dimension. Cette structuration autour des activités autogérées est ce qui singularise le FSM. C'est dans ce contexte que les FSM ne concluent pas leurs travaux dans une « déclaration finale », ce qui irait à l'encontre du respect de la diversité, tel qu'exprimé dans la Charte des principes du FSM. Une déclaration finale deviendrait impossible à gérer ; elle serait également sujette à des manipulations du haut vers le bas. Les objectifs du Forum ne sont pas les mêmes que ceux d'un mouvement unifié. Ils découlent à l'image des participants d'une réalité hétérogène, ouverte à la formulation de nouvelles propositions, convergences et alliances.

Chico Whitaker. Cofondateur du FSM (extraits d'un texte de bilan sur le Forum social thématique de Porto Alegre en janvier 2016)

Les nouvelles générations

Une nouvelle génération s'impose dans l'espace public à travers les mouvements qui ont constitué les forums sociaux mondiaux et se renouvelle à travers les mouvements depuis 2011 ; le renversement des dictatures, les indignés les occupy, les carrés rouges, les taksims, etc. Il ne s'agit pas tant de la jeunesse définie comme une tranche d'âge que d'une génération culturelle qui s'inscrit dans une situation et qui la transforme. Cette génération est plus directement inscrite dans l'espace du monde. Elle met en évidence les profondes transformations sociales liées à la scolarisation des sociétés qui se traduit d'un côté par l'exode des cerveaux, de l'autre par les chômeurs diplômés. Les migrations relient cette génération au monde et à ses contradictions en termes de consommations, de cultures, de valeurs. Elles réduisent l'isolement et l'enfermement des jeunesses. Cette nouvelle génération construit, par ses exigences et son inventivité, une nouvelle culture politique. Elle enrichit la manière de relier les déterminants des structures sociales : les classes et les couches sociales, les religions, les références nationales et culturelles, les appartenances de genre et d'âge, les migrations et les diasporas, les territoires. Elle expérimente de nouvelles formes d'organisation à travers la maîtrise des réseaux numériques et sociaux, l'affirmation de l'auto-organisation et de l'horizontalité. Elle tente de redéfinir, dans les différentes situations, des formes d'autonomie entre les mouvements et les instances politiques. Elle recherche des manières de lier l'individuel et le collectif. C'est peut-être à ce niveau que les réseaux sociaux divers portent de nouvelles cultures, à l'instar des collectifs de logiciens libres capables de mener collectivement des luttes

offensives tout en sauvegardant jalousement l'indépendance des individualités. La réappropriation de l'espace public est une revendication de souveraineté populaire. Les places renouvellent les agoras. On occupe et on échange non pas pour le vote, toujours important, mais rarement suffisant. Ce n'est pas un changement du rapport au politique, mais un processus de redéfinition du politique. Les mouvements introduisent l'idée d'une évolution dynamique, d'une action politique et d'une continuité historique. Chaque mouvement combine une affirmation programmatique, des bases sociales et des actions de terrain, une mobilisation et des luttes, une élaboration et des propositions. Une question s'impose : que faire ? La réponse implique de s'inscrire dans une démarche stratégique. Dans cette démarche, il convient d'articuler le court terme et le long terme, de répondre aux urgences et d'inscrire la réponse à l'urgence dans une perspective de long terme. L'urgence est de résister. De résister aux valeurs mortifères, à la xénophobie, aux discriminations et aux racismes ; de résister à la casse

sociale et aux inégalités ; de résister à la guerre, aux terrorismes et à l'instrumentalisation des terrorismes ; de résister au désastre écologique. Cependant, résister ne suffit pas. Des perspectives de long terme sont nécessaires et elles impliquent des ruptures, et d'abord une rupture avec un monde inacceptable. Une prise de conscience s'impose ; un projet est indispensable : un projet de société, un projet d'émancipation. Même pour résister, un projet alternatif et crédible est nécessaire.

Gustave Massiah (extrait d'un texte dans l'édition brésilienne du Monde diplomatique de janvier 2016)

Le défi du FSM de Montréal

L'avenir des FSM, y compris celui de Montréal, passe par l'accroissement de sa pertinence politique auprès des organisations et des mouvements sociaux. Lors de la rencontre du CI du FSM au Brésil à la fin du mois d'octobre 2015, des appels ont été lancés pour politiser le projet de FSM de Montréal, afin de réaliser une telle démonstration. Pour ce faire, la mobilisation doit s'appuyer sur des déclarations politiques centrées sur les enjeux auxquels font face les mouvements et les organisations. De plus, ceux-ci doivent pouvoir se concerter indépendamment des assemblées générales et constituer une instance aussi centrale que les assemblées générales larges et participatives. La légitimité et l'autonomie des organisations sur ce plan doivent être reconnues, afin de chercher à rejoindre leurs préoccupations dans la préparation de l'événement. Pour gagner leur appui à l'événement, il s'agit de reconnaître pleinement leur contribution. Les questions politiques centrales qui mobilisent actuellement les mouvements doivent être au cœur des préoccupations de la démarche préparatoire. Le succès du FSM 2016 de Montréal dépendra de sa capacité à attirer les organisations sociales du Québec, du Canada, des Premières nations et les principaux mouvements sociaux mondiaux. La mise en place d'un cadre de concertation intersectorielle des mouvements constitue de ce point de vue un levier essentiel. Tout doit être mis en œuvre pour proposer une démarche et favoriser une telle rencontre des organisations majeures.

Ronald Cameron, président d'Alternatives (extrait d'un texte paru dans le journal des Alternatives : <http://journal.alternatives.ca/spip.php?auteur1372>)



Pour se renouveler

Quel rôle peut jouer la FSM dans la rénovation et le renforcement des mouvements sociaux ? Son principal avantage est qu'il existe et qu'il continue d'être le seul lieu où se réunissent les divers secteurs de la société civile globale. Le FSM a le potentiel, mais pas nécessairement la volonté politique, de réunir les divers mouvements et de promouvoir la convergence. Ainsi, le mouvement pour l'annulation de la dette peut travailler avec les mouvements de justice sociale, les mouvements sur l'environnement et les droits de la personne. Bref, le FSM doit continuer, mais devenir davantage qu'un festival des mouvements sociaux. Il doit être organisé et se doter de structures horizontales nécessaires pour un processus de prise de décision démocratique et imputable. Ensuite, des objectifs communs doivent être définis. Un programme minimum doit être élaboré pour faciliter le rapprochement des mouvements sociaux. De manière paradoxale, plus que dans le passé, des mouvements œuvrant au niveau local expérimentent des alternatives. Ces alternatives doivent être politisées et amenées au niveau global. Cela ne devrait pas empêcher les mouvements de continuer à lutter pour leurs propres causes avec leurs propres objectifs et stratégies, mais il serait préférable que les mouvements s'ouvrent les uns aux autres et cherchent les points communs qui peuvent être explorés au niveau global. Le FSM est le lieu idéal pour avancer dans ce sens. D'autre part, des objectifs à long et à court terme devraient être définis pour permettre aux groupes d'élaborer ensemble des stratégies. Pour tout cela, le Comité international (CI) du FSM devrait mettre en place un petit groupe de réflexion pour analyser les changements globaux tout en explorant les possibilités de convergence des mouvements. Le comité international devrait sortir de sa passivité et devenir un acteur politique actif, apte à participer à la construction du mouvement, en respectant la diversité qui nous caractérise, mais qui ne devrait pas nous paralyser.

Francine Mestrum, *Global Social Justice*

Les prochaines étapes

Le FSM facilite le passage d'une politique de mouvement à une politique d'intermouvement, c'est-à-dire une politique qui reconnaît qu'aucun mouvement ne peut réussir individuellement sans coopérer avec d'autres. Le Forum propose une conception large du pouvoir et de l'oppression. Il favorise les rapports horizontaux, associant autonomie et agrégation entre participant(e)s. Il contribue aussi à l'émergence d'une nouvelle culture politique valorisant la diversité, différentes conceptions de la démocratie (la démo-diversité), une résistance aux inégalités de pouvoir et la création de relations d'autorité partagée dans tous les domaines de la vie sociale. Le FSM privilégie également la rébellion, le non-conformisme et l'insurrection, ce qui est une rupture par rapport à la dichotomie antérieure entre réforme et révolution. Il cherche à combiner les programmes à court et à long terme, les actions directes et institutionnelles, à l'intérieur et à l'extérieur de l'État capitaliste, tout en articulant les luttes à différentes échelles. Enfin, le FSM refuse toute théorie générale ou centre de commandes, privilégiant



plutôt les pluralités dépoliarisées et la consolidation d'alliances. Toutes ces contributions sont importantes, mais elles demeurent fragiles parmi les divers mouvements de la gauche à travers le monde. L'influence du FSM se fait sentir, mais de manière encore très limitée, ce qui, à mon avis, justifie pleinement son maintien comme processus et espace d'articulation pour le changement social et le renouvellement de la gauche, tant au niveau théorique que des pratiques de transformation et de résistance.

Dans quelles directions le FSM peut-il évoluer ? Je pense qu'une bifurcation est nécessaire en termes de régionalisation. Il faut confronter la mondialisation néolibérale qui prend de plus en plus une forme régionale dans les Amériques, en Afrique, en Asie et en Europe, où de nouveaux types de pactes régionaux émergent. Face à cela, les mouvements altermondialistes doivent développer des contre-hégémonies régionales; le FSM peut encore être très utile. De toute façon, alors qu'on s'interroge sur la pertinence et la persistance du FSM, les acteurs/trices de terrain continuent d'utiliser le processus et l'espace ouvert par les forums sociaux afin de consolider les alliances et d'avancer dans leurs diverses luttes pour le changement social.

Boaventura de Sousa Santos. Sociologue et chercheur sur les mouvements sociaux

« Alter » et « verts » : quelles convergences ?

Nous assistons, selon Maxime Combes, à une « double recomposition du mouvement altermondialiste et du mouvement environnementaliste ». « Le regroupement et l'élargissement des familles de la justice climatique ont accéléré l'effet fédérateur », analyse Christophe Aguiton. Pour Maxime Combes, cette convergence résulte également de « l'élargissement de la question sociale à la question citoyenne face aux multinationales, aux élites et aux institutions internationales ». La parenté se retrouve dans le principe de solidarités internationales entre des mouvements nationaux qui se coordonnent, dans les solidarités translocales que résume le slogan adopté d'emblée par les opposants au gaz de schiste : « Ni ici ni ailleurs ». « Les ONG vertes ont désormais une analyse plus globale de la question climatique. Le schisme entre la question climatique et celle de la globalisation financière se réduit », estime Maxime Combes. La dynamique est réelle, les conditions favorables, mais le « mouvement climatique » n'est pas forcément à un stade très avancé de son développement, et la convergence est loin d'être achevée. « Une coalition aide à constituer un mouvement, mais elle ne fait pas un mouvement », constate Christophe Aguiton. « On voit des luttes environnementales, mais pas encore de mouvement pour la justice climatique. C'est un des défis pour nous tous : stabiliser un mouvement permanent comme le fut le mouvement ouvrier ». Se pose alors la question de savoir dans quelle mesure ce mouvement assumera une critique frontale du capitalisme contemporain. « Si les ponts intellectuels entre les mouvements anti-austérité européens et le mouvement

climatique existent, ils sont difficiles à concrétiser sur le terrain, regrette Maxime Combes. Les lignes sont en train de bouger, mais certaines ONG environnementales ont encore du mal à intégrer, au-delà de la dimension technique liée au changement climatique, la dimension proprement politique liée à la mainmise des multinationales, aux orientations néolibérales. » Constatant la « cristallisation » actuelle, le militant estime que le mouvement pour le climat est parvenu à un point de basculement. « Je ne sais pas ce qui va l'emporter, entre une critique systémique qui attaque le cœur de la machine capitaliste, et la croyance en la capacité du capitalisme à s'auto-réformer, à se verdier un peu ».

Aguiton est porte-parole d'Attac France. Combes est le coauteur de *Les Naufragés du libre-échange*, de l'OMC à TAFTA (*Les Liens qui libèrent*).

Tunis : on continue !



Le déclenchement des événements à Kasserine au début de 2016 en Tunisie est saisissant de ressemblance avec le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid, lorsqu'un certain Mohamed Bouazizi s'est immolé par le feu pour dénoncer le pouvoir. Comme il y a cinq ans, le mouvement s'est étendu aux régions avoisinantes et partout on a entendu les mêmes slogans réclamant la justice sociale, le travail pour tous et le développement pour les régions oubliées. On est en droit de se poser la question : qu'est-ce qui a changé depuis cinq ans ? Le gouvernement a adopté une nouvelle constitution qui affirme que « l'État a pour objectif de réaliser la justice sociale, le développement durable, l'équilibre entre les régions et une exploitation rationnelle des richesses nationales en se référant aux indicateurs de développement et en se basant sur le principe de discrimination positive... ». Mais sur le terrain, qu'est-ce qui se passe ? Les inégalités régionales se sont creusées, le chômage a doublé de volume, en particulier parmi les diplômés qui constituent désormais le tiers des chômeurs. L'enseignement supérieur, naguère fleuron du pays n'est plus ce qu'il était : baisse vertigineuse de la qualité de l'enseignement, raréfaction des débouchés, absence de vision réformatrice. Plus grave est la perpétuation du modèle de développement des années Ben Ali dont l'échec est avéré. Le droit au travail et l'égalité régionale peuvent être gravés dans le marbre de la loi fondamentale, les chômeurs et les laissés-pour-compte ne voient rien venir. Comment s'étonner dès lors de réédition des mêmes mots d'ordre de la Révolution par les mêmes insurgés d'hier ?

Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie (extrait du bulletin du CRLDHT, janvier-février 2016)